



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

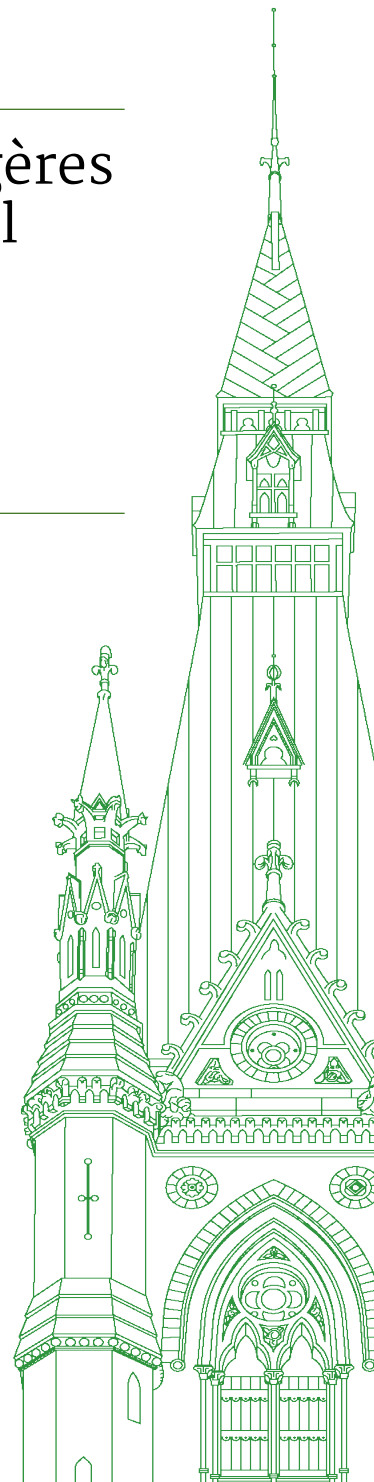
TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 019

PARTIE PUBLIQUE SEULEMENT - PUBLIC PART ONLY

Le jeudi 29 janvier 2026

Président : Ahmed Hussen



Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le jeudi 29 janvier 2026

• (1535)

[Traduction]

Le président (L'hon. Ahmed Hussen (York-Sud—Weston—Etobicoke, Lib.)): Bonjour. La séance est ouverte.

Bienvenue à la réunion numéro 19 du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le mardi 23 septembre 2025, le Comité reprend son étude de la Stratégie du Canada dans l'Arctique.

Conformément au Règlement, la réunion d'aujourd'hui se déroule selon une formule hybride. Les députés peuvent participer en personne dans la salle ou à distance sur l'application Zoom.

J'aimerais maintenant souhaiter la bienvenue aux témoins de notre réunion d'aujourd'hui.

Nous accueillons l'honorable R.J. Simpson, député et premier ministre des Territoires du Nord-Ouest.

Du gouvernement du Nunavut, nous recevons l'honorable John Main, premier ministre du Nunavut.

Vous disposerez de cinq minutes au plus pour formuler vos observations liminaires, après quoi nous passerons aux questions de mes collègues.

J'invite maintenant l'honorable...

L'hon. Mona Fortier (Ottawa—Vanier—Gloucester, Lib.): Avant cela, monsieur le président, puis-je poser une question?

Le président: Oui.

L'hon. Mona Fortier: Tous les partis ont eu une conversation. Nous vous serions reconnaissants d'ajouter un tour de cinq minutes pour Mme Lori Idlout au premier tour.

Le président: D'accord. C'est noté. Nous souhaitons la bienvenue à l'honorable députée.

J'invite maintenant M. Simpson à prononcer sa déclaration liminaire en cinq minutes au plus.

L'hon. R.J. Simpson (premier ministre des Territoires du Nord-Ouest, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest): Merci, monsieur le président, de m'accueillir ici aujourd'hui pour parler de la politique du Canada pour l'Arctique et, plus particulièrement, de la politique étrangère du Canada pour l'Arctique.

La souveraineté ne peut pas être déclarée; elle doit être bâtie grâce à une présence, à des partenariats et à des investissements continus. La politique étrangère du Canada pour l'Arctique n'est

donc pas qu'un simple document diplomatique; c'est un appel à joindre le geste à la parole.

Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest a participé activement à l'élaboration de la politique étrangère du Canada pour l'Arctique. J'ai rencontré à plusieurs reprises la ministre des Affaires étrangères de l'époque, Mélanie Joly. Mes collègues et moi-même lui sommes reconnaissants d'avoir fait l'effort d'aller à la rencontre des habitants du Nord, et notamment d'avoir visité les Territoires du Nord-Ouest et rencontré les premiers ministres à Iqaluit. L'accent que la politique met sur le partenariat avec les gouvernements autochtones et territoriaux reflète ce travail, et le document final montre que l'on a entendu les voix du Nord. Depuis la publication de la politique, le Canada a connu une transition politique et des changements géopolitiques rapides.

L'Arctique est au cœur de l'avenir stratégique du Canada. La concrétisation des objectifs du Canada en matière de sécurité, de souveraineté et de politique étrangère dans le Nord dépendra de ce que nous ferons ou ne ferons pas dans les Territoires du Nord-Ouest. La sécurité dans l'Arctique ne repose pas uniquement sur la présence militaire; elle dépend également de la prospérité des communautés, de la fiabilité des infrastructures, des débouchés économiques et de la mobilisation des dirigeants autochtones.

La politique étrangère du Canada place à juste titre les personnes au cœur de ses préoccupations. Sa mise en œuvre doit continuer de reconnaître les gouvernements autochtones et territoriaux non pas comme des parties prenantes, mais comme des partenaires nationaux et internationaux. N'oublions pas que la souveraineté autochtone est inhérente, tandis que la souveraineté canadienne est construite.

Dans les Territoires du Nord-Ouest, les principaux obstacles à la pleine concrétisation des ambitions de la politique étrangère dans l'Arctique sont les mêmes que ceux auxquels nous faisons face dans tous les domaines du développement: le manque d'infrastructure et le coût extraordinairement élevé des affaires dans les régions éloignées. Ces enjeux ne sont pas abstraits; ils ont une incidence sur la disponibilité des logements, la fiabilité énergétique et la participation économique.

Les Territoires du Nord-Ouest ont beaucoup à offrir en raison de leur relation étroite avec l'Arctique, qui a récemment été renforcée par la visite à Yellowknife des chefs de mission de la Norvège, du Danemark, de la Finlande et de l'Islande, et, la semaine dernière, par notre participation au Symposium sur l'Arctique organisé par les Cinq pays nordiques ici même, à Ottawa. Nos intérêts communs avec des régions comme le Groenland et les pays nordiques comprennent l'adaptation au climat, le développement durable des ressources, les droits des Autochtones et la continuité culturelle. Ces relations doivent rester la pierre angulaire de l'engagement du Canada dans l'Arctique.

Cela dit, nos connexions physiques avec d'autres régions de l'Arctique sont limitées et inefficaces. Il n'y a pas de corridors de transport directs qui relient l'Ouest et l'Est de l'Arctique ou qui relient les territoires les uns aux autres de manière significative. Les moyens de se rendre dans les pays nordiques sont saisonniers ou indirects. En fait, pour visiter Iqaluit et Whitehorse, j'ai dû devenir premier ministre. Je n'avais jamais mis les pieds dans ces deux territoires jusqu'à il y a quelques années. Ces lacunes affaiblissent la résilience économique du Canada et limitent sa portée stratégique.

C'est pourquoi mon gouvernement consacre une attention particulière aux grandes priorités en matière d'infrastructures, à l'avancement du projet de route de l'autoroute de la vallée du Mackenzie, au développement du corridor économique et sécuritaire de l'Arctique et à la réduction du coût de l'énergie, qui reste le plus élevé du pays. Ces investissements contribueront à bâtir la nation, à accroître l'accessibilité financière, à favoriser les échanges commerciaux, à soutenir la stabilité démographique et à renforcer la présence du Canada dans l'Arctique.

La politique étrangère du Canada pour l'Arctique reconnaît qu'il est essentiel d'attirer les investissements étrangers directs dans les communautés autochtones et du Nord afin de combler le déficit en matière d'infrastructures, et je souscris à cette idée. Cet écart est tout simplement trop important pour qu'un gouvernement puisse le combler seul. Cependant, les investissements étrangers doivent être stratégiques, alignés sur les intérêts du Canada et fondés sur des partenariats solides avec les gouvernements territoriaux et autochtones.

De plus, le renforcement de la souveraineté et de la sécurité dans l'Arctique doit aller de pair avec l'amélioration des conditions de vie des habitants du Nord. Les investissements dans le logement, l'énergie, la résilience climatique, les minéraux essentiels, la guérison et le bien-être, ainsi que les infrastructures de transport ne peuvent être dissociés de la souveraineté; ils sont le moyen dont celle-ci est exercée.

Le Canada a désormais une vision internationale claire pour l'Arctique, et les Territoires du Nord-Ouest s'y reconnaissent. L'enjeu est de concrétiser cette vision. Le monde s'intéresse de plus en plus au Nord, et la géopolitique évolue. L'Arctique n'est plus une région périphérique, mais centrale. Le gouvernement fédéral comprend l'importance de ce moment. Reste maintenant à savoir si nous parviendrons à relever ce défi ensemble. Les habitants du Nord constituent un atout précieux pour le Canada. En travaillant en véritable partenariat avec tous les gouvernements, le Canada bâtira un Arctique sûr, prospère et souverain.

Merci.

Le président: Merci, monsieur le premier ministre.

J'invite maintenant M. Main à formuler ses observations liminaires en cinq minutes au plus.

L'hon. John Main (premier ministre du Nunavut, Gouvernement du Nunavut): *Matna, Ikhivautaq.* Merci, monsieur le président.

Je vous remercie de m'avoir invité à comparaître devant le Comité, en particulier aux côtés de mon collègue, le premier ministre des Territoires du Nord-Ouest, M. Simpson, pour parler de la stratégie du Canada pour l'Arctique.

Il est plus évident que jamais que la sécurité et la souveraineté de l'Arctique sont devenues une préoccupation mondiale. L'incertitude

géopolitique relative au Groenland, notre voisin à l'est — je crois que la distance la plus courte entre le Nunavut et le Groenland est d'environ 26 kilomètres —, a une fois de plus mis en lumière l'urgence de protéger l'Arctique canadien et d'y réaliser des investissements.

La stratégie du Nunavut en matière de sécurité et de souveraineté dans l'Arctique stipule que les peuples autochtones, les Inuits dans notre cas, et les habitants de l'Arctique doivent être les principaux architectes des stratégies, politiques, cadres ou plans d'action visant la région. Pour cela, nous devons notamment veiller à ce que l'investissement et le développement des infrastructures de base soient suffisants pour que nous puissions nous aligner sur les normes et les attentes nationales. Le fait que le Nunavut souffre d'un grave sous-financement à cet égard ne devrait surprendre personne. Pour le Nunavut, l'enjeu n'est pas seulement la mise en place des infrastructures physiques nécessaires à la défense de notre territoire, mais aussi la reconnaissance de l'importance de la sécurité humaine et l'engagement à investir dans ce domaine. Les Nunavummiuts, c'est-à-dire les habitants du Nunavut, doivent pouvoir satisfaire leurs besoins fondamentaux, notamment l'accès à un logement sûr et abordable, à une alimentation fiable et abordable, ainsi qu'à des soins de santé, et à une éducation et à une formation à proximité de leur domicile. Le coût de la vie dans ce territoire n'est tout simplement pas viable.

Nous saluons les programmes fédéraux comme l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels. Ils sont utiles. Ces programmes ne tiennent toutefois pas nécessairement compte de l'énorme écart entre les communautés du Sud et de l'Arctique pour ce qui est du prix des denrées alimentaires de base. Le Règlement sur les combustibles propres est un autre exemple de programme fédéral qui ne convient pas au contexte arctique du Nunavut. Sous le régime de la taxe sur le carbone, étant donné que l'on reconnaissait que le territoire n'avait pas beaucoup de solutions de rechange à l'utilisation du diesel, le Nunavut bénéficiait d'une exemption pour le carburant utilisé pour la production d'électricité, les vols vers le Nord et le chauffage. Le gouvernement fédéral doit continuer de reconnaître les difficultés uniques auxquelles nous sommes confrontés et d'adapter ses programmes en conséquence.

Monsieur le président, un Nunavummiut sur quatre estime faire partie des sans-abri cachés. Au Nunavut, 44 % de la population souffre d'insécurité alimentaire grave. Comment pouvons-nous envisager la sécurité nationale dans l'Arctique sans garantir la sécurité et la sûreté des populations qui y vivent?

Nous devons veiller à ce que l'histoire ne se répète pas. L'héritage de la guerre froide et les sites du réseau d'alerte rapide à distance qui subsistent encore dans certaines de nos communautés nous rappellent que nous devons tirer les leçons des erreurs du passé et faire mieux. Je suis ici aujourd'hui pour défendre l'aspect humain de la sécurité au Nunavut et dans tout l'Arctique, alors que le gouvernement fédéral élabore sa stratégie pour l'Arctique canadien. Quelle que soit la forme finale de cette stratégie, elle devra inclure des dispositions visant à investir dans les Nunavummiuts. Nous devons nous engager et investir pour améliorer leur qualité de vie, non seulement pour des raisons de sécurité géopolitique, mais aussi pour tenir les promesses faites au nom de la vérité et de la réconciliation. Les communautés et les habitants du Nunavut doivent faire preuve de force et de résilience pour défendre l'Arctique.

J'encourage les membres de ce comité à trouver un équilibre entre les réalités de la sécurité conventionnelle et leur engagement envers les populations de cette région. Investissons autant dans ces domaines que dans les moyens que nous mettons en œuvre pour élaborer et transformer nos stratégies de défense nationale. Tout projet à double usage et tout projet d'envergure mené à cette fin devrait inclure des conditions visant à créer des débouchés et à améliorer la situation des Nunavummiuts et de leurs communautés.

Comme je l'ai mentionné, nous devons reconnaître l'histoire réelle et douloureuse liée à la souveraineté de l'Arctique et écouter afin d'éviter de commettre à nouveau les erreurs du passé. Les Nunavummiuts sont les gardiens du savoir. Ils possèdent l'expérience vécue, les connaissances et le savoir-faire liés à la gestion des terres, ainsi que l'expertise nécessaire. Laissons les voix du Nord nous guider et permettons aux Nunavummiuts d'avoir accès au même soutien, aux mêmes normes et aux mêmes possibilités de prospérer que les autres Canadiens.

● (1540)

En conclusion, monsieur le président, je tiens à remercier les membres du Comité pour leur attention et leur engagement à comprendre les réalités complexes du Nunavut et de l'Arctique dans le cadre de leurs travaux sur cette stratégie essentielle. Je vous remercie de votre temps et de l'occasion que vous m'avez offerte.

Je me ferai un plaisir de répondre à vos questions.

Matna, monsieur le président.

Le président: Je remercie les deux premiers ministres pour leurs déclarations préliminaires.

Nous allons maintenant passer aux questions, en commençant par Michael Chong.

Vous avez six minutes.

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills-Nord, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci à nos témoins de comparaître devant nous aujourd'hui.

J'ai remarqué que, dans votre déclaration préliminaire, vous avez mentionné l'infrastructure et les besoins en matière d'infrastructure. Aujourd'hui, j'aimerais concentrer mes questions sur les autoroutes situées dans le Nord.

Depuis 1988, le Canada possède un réseau routier national. Il a été approuvé et défini par le conseil des ministres, mais quand on regarde ce qu'est ce réseau routier, en particulier dans le Nord, on constate qu'il s'agit d'un ensemble de routes en gravier. Ces routes font partie de notre réseau routier national. Toutes ces données proviennent du site Web de Transports Canada. J'ai examiné notre réseau routier national dans les Territoires du Nord-Ouest, par exemple, et j'ai remarqué qu'il dessert Wrigley, Yellowknife et Inuvik.

Tout d'abord, pourriez-vous nous dire exactement à quoi ressemble l'autoroute qui mène à Wrigley? Est-elle asphaltée ou non? À titre d'information pour les personnes qui nous regardent, selon les dernières données dont je dispose, environ 1 687 kilomètres de notre réseau routier national sont en gravier. Ces routes ne sont pas asphaltées. Elles font partie de la définition de notre réseau routier national.

Je me demande à quoi ressemble cette partie de notre réseau routier national. S'agit-il d'une surface asphaltée ou non? Compte-t-elle

deux voies, une dans chaque direction, ou plusieurs voies? À quoi ressemble cette autoroute?

● (1545)

L'hon. R.J. Simpson: Une partie de l'autoroute menant à Wrigley est recouverte d'un enduit superficiel, et une autre partie est en gravier. Lorsque vous pénétrez dans le territoire, la route est recouverte d'un enduit superficiel et compte deux voies sur toute sa longueur. Des efforts ont été déployés pour élargir l'autoroute, en particulier à la sortie de l'Alberta, mais très peu de segments de route comportent réellement des accotements.

L'hon. Michael Chong: D'accord.

L'autoroute qui mène à Yellowknife est-elle asphaltée ou non?

L'hon. R.J. Simpson: Elle est recouverte d'un enduit superficiel.

L'hon. Michael Chong: Elle est également recouverte d'un enduit superficiel, et compte-t-elle une voie dans chaque direction?

L'hon. R.J. Simpson: Oui.

L'hon. Michael Chong: L'autoroute qui mène à Inuvik, à l'extrémité nord de votre territoire, est-elle asphaltée ou non? Et compte-t-elle une voie dans chaque direction?

L'hon. R.J. Simpson: Elle compte une voie dans chaque direction. Elle est recouverte d'un enduit superficiel.

La route de Dempster part du Yukon. De notre côté de la frontière, je crois comprendre que cette route est plutôt bonne. Du côté du Yukon, elle est située à la sortie de leur territoire. Elle est éloignée de leur centre principal. Je pense donc qu'elle est un peu moins entretenue de ce côté-là.

L'hon. Michael Chong: La route est-elle principalement recouverte de gravier à cet endroit?

L'hon. R.J. Simpson: Oui.

L'hon. Michael Chong: D'accord.

Il s'agit d'une route en gravier, et elle fait partie de notre réseau routier national, chers amis.

Je constate qu'au Nunavut, la partie continentale du Nunavut ne comprend aucune portion de notre réseau routier national. Notre réseau routier national s'arrête à Flin Flon, au Manitoba, et à Thompson, au Manitoba. Il ne va pas plus loin en direction du Nord. Il s'arrête au sud du Nunavut. À ma connaissance, aucune partie de notre réseau routier national ne traverse le territoire du Nunavut.

Est-ce exact, monsieur Main?

L'hon. John Main: Oui, vous avez raison. Il est malheureux qu'au Nunavut, bon nombre des éléments d'infrastructure de base, comme les autoroutes, n'existent tout simplement pas. Dans la partie continentale du Nunavut, le point le plus proche auquel nous pouvons nous rendre par voie terrestre est le terminus ferroviaire, qui se trouve à Churchill. Je crois qu'à un moment donné, il y avait des plans ou une volonté d'aller au-delà de Churchill, mais ce projet a été abandonné il y a de nombreuses années.

L'hon. Michael Chong: À titre d'information pour les membres du Comité et les personnes qui nous regardent, ce problème ne touche pas uniquement les habitants du Nord. J'ai remarqué dans les dernières données du site Web de Transports Canada que 245 kilomètres de notre réseau routier national situés dans la province de Québec ne sont pas asphaltés, tout comme 332 kilomètres situés dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador. De toute évidence, il y a beaucoup de travail à faire pour relier les collectivités du Nord et éloignées aux infrastructures.

Compte tenu des menaces qui émanent de notre principal partenaire commercial et allié, le manque d'infrastructures allant d'est en ouest et du nord au sud dans notre propre pays révèle de plus en plus les faiblesses de notre économie nationale. Je soutiens donc pleinement votre appel à développer les infrastructures dans le Nord, en particulier les autoroutes asphaltées. C'est très important. L'économie moderne repose sur des camions de transport et des conteneurs de fret intermodaux. Je pense que si les choses coûtent si cher dans le Nord, c'est en partie parce qu'il n'est pas aisé d'acheminer les produits, et parce que souvent, en particulier dans le cas du Nunavut, ils doivent être transportés par avion. Cette situation explique en partie pourquoi les choses coûtent si cher dans le Nord.

Le débat que nous allons avoir ici sera très utile, je vous remercie donc à l'avance pour vos commentaires.

Merci, monsieur le président.

• (1550)

L'hon. John Main: Merci pour vos mots d'encouragement. Nous accueillons favorablement tout investissement dans ces infrastructures de base. Dans la situation actuelle, nous serions déjà très heureux d'avoir des routes en gravier.

L'hon. Michael Chong: Monsieur, je suis d'accord avec vous. Je me souviens avoir lu un article d'E.P. Taylor sur le premier lotissement à Don Mills et sur sa construction. À l'époque, on parlait de la construction de l'autoroute 401. On critiquait l'autoroute 401 en disant qu'elle allait être construite trop loin de la ville et qu'elle était trop au nord de la ville de Toronto pour être une bonne autoroute. J'estime pour ma part qu'il faut construire, et que les gens viendront. Si nous construisons de véritables autoroutes à accès limité, à quatre voies séparées, qui relient le nord au sud, je pense que les choses suivront naturellement.

Le président: Merci beaucoup. Le temps imparti pour cette question est écoulé.

Nous passons maintenant à M. Rob Oliphant. Vous avez six minutes.

L'hon. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci aux premiers ministres d'être ici. C'est un privilège de vous avoir parmi nous.

Je ne vais pas trop m'attarder sur les routes. J'ai conduit sur la majorité d'entre elles. Je préfère de loin un bon chemin de gravier à une mauvaise route asphaltée, comme le schiste sur la route Dempster. Si vous voulez conduire avec moi quelque part, vous êtes les bienvenus, mais il n'y a de la place que pour un seul passager, car la banquette arrière est occupée par des pneus de rechange. C'est ce que l'on fait, et on accepte que son pare-brise ne soit plus jamais le même.

Quand la plupart des Canadiens regardent une carte du Canada, ils regardent les centres démographiques et la population le long de la frontière sud, et c'est là où nos esprits se tournent. Quand je regarde la carte du Canada, Arviat se trouve au centre. Si vous allez de Pond Inlet à la pointe Pelée dans le Sud de l'Ontario, et de St. John's, à Terre-Neuve, à Victoria ou à Whitehorse, à l'ouest de Victoria, vous êtes au centre du Canada. C'est un concept que nous devons vraiment faire comprendre aux Canadiens du Sud.

Je pense qu'avec ce qui se passe actuellement dans le monde géopolitique et les menaces à notre souveraineté, que nous entendons tous les jours, j'aurais des inquiétudes, que je sois dans l'Est, dans l'Ouest ou au centre du pays. Il s'agit de menaces qui pèsent sur la souveraineté du Groenland, qui nous rappellent la vulnérabilité du Nunavut, mais aussi sur les minéraux critiques. Le premier ministre du Yukon n'est pas ici, et nous avons des défis chinois en ce qui concerne les minéraux critiques et l'exploitation minière. À l'heure actuelle, les Canadiens s'inquiètent pour le Nord. Nous souhaitons donc recueillir l'avis des gens sur notre politique étrangère et sur la façon dont le Canada s'engage dans le monde grâce à votre contribution.

À cet égard, une partie de notre politique étrangère pour l'Arctique, issue du document stratégique de 2019, consiste à entretenir de meilleures relations avec les gouvernements territoriaux et les gouvernements autochtones.

Nous sommes-nous améliorés pour vous faire participer dans des enjeux qui sont importants pour l'ensemble du Canada, ou pouvons-nous nous améliorer? Le cas échéant, comment pourrions-nous faire mieux pour obtenir votre pleine participation? Nous avons également accueilli ici des dirigeants autochtones du Nord, mais nous avons maintenant les gouvernements territoriaux. Comment pouvons-nous donc faire participer sur le plan structurel vos gouvernements dans un discours réfléchi sur la scène mondiale?

L'hon. R.J. Simpson: Je vous remercie de ces questions.

Quand je pense à la façon dont nous, en tant que territoire, pouvons collaborer avec le Canada pour nous engager sur la scène internationale, je suis parfois perplexe, car nous n'exportons pas à l'étranger. Il y a les diamants, mais ce n'est pas quelque chose que le gouvernement territorial gère. Quand j'entends d'autres instances parler de leur collaboration avec d'autres pays, de leur participation à des missions commerciales... Nous ne sommes pas encore rendus là. Nous n'avons pas d'autoroutes, comme nous venons d'en discuter. C'est un domaine où je trouve difficile de parler de relations internationales, car nous sommes encore en train d'essayer de construire nos fondations dans le Nord en tant que partie intégrante du Canada, sans parler de nous tourner vers d'autres pays.

En ce qui concerne la collaboration avec le gouvernement fédéral, je dirais que l'administration actuelle travaille énormément avec nous, et j'ai le sentiment que nous sommes désormais entendus et écoutés. Nous venons de rencontrer le ministre MacKinnon pour discuter du Fonds d'infrastructure pour l'Arctique et de la forme qu'il devrait prendre, si bien que ces questions sont actuellement à l'étude. Il serait peut-être bien accueilli d'officialiser un peu plus cette relation, mais je dirais que c'est bien parti.

• (1555)

L'hon. John Main: Je voudrais faire écho à ces observations sur les approches récentes visant à collaborer avec le gouvernement du Nunavut. C'est encourageant. Je crois savoir que le ton a changé un peu, comme vous l'avez mentionné, et qu'on se concentre davantage sur l'Arctique en ce moment.

En ce qui concerne l'approche inclusive à l'égard de la démocratie, qui est citée dans la Politique étrangère pour l'Arctique et qui fait participer les Inuits, elle cadre parfaitement avec ce que nous défendons en tant que gouvernement. Nous voulons nous assurer que les organisations inuites au Nunavut bénéficient de la latitude et de la reconnaissance qu'elles méritent. Nous considérons vraiment les organisations inuites comme nos partenaires dans pratiquement tout ce que nous faisons.

La seule chose que je voudrais ajouter, c'est que j'entends constamment dire que l'Arctique traverse un moment particulier, et je crains que ce moment passe. Nous avons vraiment besoin d'un engagement et d'investissements soutenus. On ne peut pas remédier à des décennies de sous-investissements en un instant. On doit le faire grâce à un plan soutenu et bien conçu pour développer le Nord comme il se doit.

L'hon. Robert Oliphant: Puis-je poser des questions sur le Conseil de l'Arctique? C'est la principale plateforme que nous utilisons. Nous avons suspendu l'adhésion de la Russie en raison de son agression en Ukraine. Nous avons six partenaires permanents, qui sont des groupes autochtones. Le Canada peut-il participer d'une manière ou d'une autre? La présidence est actuellement assurée par le Royaume du Danemark. En fait, il a confié la présidence au Groenland. Y a-t-il une façon dont nous pouvons faire participer les gouvernements territoriaux au Conseil de l'Arctique plus concrètement que dans le passé?

Le président: Répondez brièvement, je vous prie, car le temps file.

L'hon. R.J. Simpson: Je n'ai pas participé aux travaux du Conseil de l'Arctique. Je n'ai assisté à aucune réunion. C'est peut-être simplement que j'en suis à ma deuxième année à ce poste et que l'occasion ne s'est pas encore présentée, si bien que je ne peux pas trop me prononcer à ce sujet.

L'hon. John Main: Je dirais simplement que nous sommes ouverts à l'idée d'examiner des façons de collaborer avec le Conseil de l'Arctique. J'occupe le poste de premier ministre depuis peu de temps, alors je ne peux pas m'exprimer longuement sur les engagements passés.

Le président: Je vous remercie.

[Français]

Monsieur Brunelle-Duceppe, vous avez la parole pour six minutes.

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins de leur présence au Comité aujourd'hui.

Il est important pour nous de vous accueillir, monsieur Simpson et monsieur Main.

Il y a un sujet qui revient souvent depuis que nous avons commencé cette étude. C'est une chose d'investir dans l'Arctique canadien pour renforcer la présence militaire et la sécurité nationale, mais il ne faut pas perdre de vue que les investissements qui

doivent être faits dans les communautés sont encore plus importants.

J'aimerais avoir votre vision des choses. À quel point le renforcement de vos communautés sur vos territoires est-il essentiel dans le cadre des nouveaux investissements que le gouvernement fédéral veut faire ou promet de faire?

[Traduction]

L'hon. R.J. Simpson: Oui, je pense que c'est extrêmement important. Nous avons la sécurité nationale, que je considère comme la sécurité matérielle. Nous avons ensuite la sécurité humaine qui, à mon avis, est souvent associée à la souveraineté.

À mes yeux, la souveraineté signifie des communautés fortes et dynamiques. Personne ne remettra jamais en question le fait que le détroit de Georgia entre l'île de Vancouver et le continent fait partie des eaux internationales. Il est développé et abrite des communautés et des habitants. Il est important que nous agissions, mais nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir dans les territoires. Il y a beaucoup de traumatismes et de pauvreté, un sous-investissement dans les infrastructures de base et une incapacité des résidents à accéder à des soins de santé de base. C'est vraiment notre priorité: créer des possibilités économiques, si bien qu'il faut absolument investir dans les infrastructures, ainsi que dans les aspects liés à la sécurité humaine.

L'hon. John Main: J'abonde dans le même sens. Je vous remercie d'avoir posé cette question.

Si vous visitez une communauté du Nunavut, vous constaterez par vous-mêmes les problèmes liés à l'eau potable et aux infrastructures de base telles que les routes, les infrastructures maritimes, la production d'électricité, les écoles et les établissements de santé. Nous avons une longue liste de priorités en matière d'infrastructures qui sont nécessaires pour amener les Nunavummiuts à un niveau comparable à celui du Sud du Canada.

• (1600)

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: C'est une de mes craintes. On parle beaucoup de la situation géopolitique internationale, et ça devient un prétexte pour mettre la charrue avant les bœufs — comme on dit au Québec —, c'est-à-dire pour se concentrer sur de grands projets qui font l'objet d'un argumentaire politique, alors qu'en parallèle, des communautés et des populations ont avant tout besoin d'autre chose. Je voulais aller dans ce sens, car il n'y a pas eu beaucoup de gros projets d'infrastructure dans l'Arctique depuis les années 1950, 1960 ou 1970. Il y a donc un désintérêt complet de la part du gouvernement fédéral, et ce, depuis longtemps.

Monsieur Simpson, vous venez de dire un peu plus tôt que vous ne saviez pas si le gouvernement continuera de s'intéresser à l'Arctique. Qu'est-ce qui explique que le gouvernement fédéral s'est complètement désintéressé de l'Arctique? Que pouvons-nous apprendre de ce désintérêt de l'Arctique pour que ça ne se reproduise plus?

[Traduction]

L'hon. R.J. Simpson: Je ne peux pas parler au nom du gouvernement fédéral, mais je pense que le fait que nous ayons un député dans les Territoires du Nord-Ouest, et un seul député dans chacun des territoires, y est probablement pour beaucoup.

Vous avez raison. Il y a eu des investissements dans les années 1950, 1960 et 1970, et on prévoyait de réaliser d'importants investissements à grande échelle dans les années 1970, mais ces plans sont tombés à l'eau. Je dirais que c'est en partie attribuable au coût élevé des activités commerciales dans cette région. Si le gouvernement veut bâtir quelque chose ou si des entreprises veulent s'implanter et exercer des activités, le coût est plus élevé, et il y a toujours un endroit plus attrayant où investir cet argent. Avec cette attitude, nous nous retrouvons toutefois dans la situation actuelle: il n'y a même pas la possibilité de créer de la richesse et de la prospérité dans le territoire.

L'hon. John Main: Pour renchérir sur ces remarques, je pense que ce qui est vraiment nécessaire et qui, d'une certaine manière, est le plus difficile, c'est que vous ne pourrez pas apporter des changements du jour au lendemain. Si vous investissez massivement dans les routes, les ports, la production ou le transport d'énergie, il faudra beaucoup de temps pour que ces investissements soient rentables et que les infrastructures soient construites.

Je suis un politicien. Je pense que nous pouvons parfois adopter une vision à court terme pour les quatre prochaines années et ce qui est nécessaire. C'est ce que j'essayais de faire valoir tout à l'heure. Nous avons besoin de plus qu'un moment; nous avons besoin de décennies. Nous avons besoin de l'approche « Équipe Canada », que nous devons appliquer à l'Arctique. Elle doit être aussi non partisane que possible. Ce serait ma préférence: voir cet intérêt et ces investissements soutenus dans le Nord, qui fait partie intégrante de notre identité canadienne.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Évidemment, j'aime entendre parler de souveraineté, car je suis membre du Bloc québécois. Nous serions d'excellents alliés si jamais le Québec se retrouvait souverain, mais c'est une autre question.

En ce qui a trait aux plus importantes priorités en matière d'investissements, est-ce que vous avez des exemples concrets de projets qui, selon vous, devraient être mis de l'avant en priorité? Croyez-vous que le gouvernement fédéral est à l'écoute lorsque vous proposez des projets qui, selon vous, devraient être financés en priorité?

[Traduction]

Le président: Répondez brièvement, encore une fois parce que nous avons dépassé le temps imparti.

L'hon. R.J. Simpson: Je vais parler d'un projet, car il sera réalisé sous peu, celui de la route de la vallée du Mackenzie. C'est la route qui relierait Wrigley à l'océan Arctique et à Inuvik. Elle permettrait de réduire les coûts pour les résidents de cette région qui, je crois, sont les plus élevés au Canada. Elle relierait les familles et les communautés et ouvrirait des possibilités en matière d'exploration et d'exploitation des ressources. Si vous cherchez un projet qui vous permettra d'obtenir le meilleur rendement possible le plus rapidement possible, je vous dirais d'examiner la route de la vallée du Mackenzie.

Merci.

Le président: Je vous remercie.

Nous allons maintenant entendre la députée Lori Idlout.

Je vous remercie de vous joindre à nous aujourd'hui. Vous disposez de cinq minutes.

Lori Idlout (Nunavut, NPD): [La députée s'exprime en inuktitut et fournit le texte suivant:]

Qujannamiik Iksivautali.

Qujannamiirumavunga Katimajiralaat Ammalu Qaigasi.

[La députée fournit un texte en anglais dont voici la traduction:]

Merci, monsieur le président.

Je remercie le Comité et les témoins.

[Traduction]

Je tiens tout d'abord à vous remercier de m'inclure dans cette importante réunion du Comité avec les témoins.

Bienvenue à vous deux. Je trouve formidable de voir que les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut sont confrontés à des problèmes communs et que vous teniez les mêmes propos que je tiens depuis mon élection en 2021. Cela signifie que ce dont vous nous avez fait part aujourd'hui au Comité n'est pas seulement ce que je pense. C'est un problème omniprésent et très important. Nous avons entendu, par exemple, que les investissements ont déjà été beaucoup plus importants à une certaine époque. Ces investissements étaient consacrés au logement et à la sécurité de l'Arctique. Je pense que nous devons préciser très clairement que la sécurité de l'Arctique est déjà assurée par le Canada. Nous devons continuer à maintenir cette sécurité, surtout compte tenu des changements climatiques, de l'ouverture du passage du Nord-Ouest et de la possibilité que d'autres pays souhaitent utiliser le passage du Nord-Ouest. Le but des affaires étrangères...

Quand nous y réfléchissons, pourquoi nous concentrons-nous sur des projets d'infrastructure dans le cadre de cette étude? Je pense, d'après certains exemples que nous avons entendus de nos concitoyens, qu'ils vivent essentiellement dans des conditions dignes du tiers monde. Nous vivons dans un pays industrialisé, et pourtant, certains de nos concitoyens vivent dans des conditions dignes du tiers monde. Je me demande si vous pouvez nous expliquer un peu plus clairement pourquoi vous insistez autant sur la nécessité d'augmenter les projets d'infrastructure et de répondre aux besoins fondamentaux.

La question s'adresse à vous deux, mais vous pouvez peut-être commencer, monsieur Main.

• (1605)

L'hon. John Main: Je vous remercie de ces remarques.

Mes collègues du Cabinet étaient avec moi cette semaine. À plusieurs moments au cours de la semaine, j'ai été frappé de constater que bon nombre des mesures que nous préconisons sont des mesures élémentaires. Je les ai mentionnées plus tôt. Ce sont des éléments de base. Comme je l'ai dit précédemment, les chemins de gravier seraient un énorme progrès pour nous. Une infrastructure moderne adéquate d'approvisionnement en eau potable pour toutes les communautés du Nunavut — il y en a 25 — constituerait un énorme bond en avant.

Il y a une raison pour laquelle nous insistons autant et veillons à sensibiliser les gens à la situation. Ce qui me préoccupe, c'est qu'on perçoive l'Arctique comme une toile blanche ou simplement en termes de frontières et de défense. Vous avez soulevé un excellent point dans votre préambule en déclarant que l'Arctique est déjà sécurisé. Des Inuits vivent déjà dans l'Arctique, et ce, depuis des milliers d'années, et ils continueront d'y vivre. Nous devons reconnaître l'existence de ces terribles conditions dans bon nombre de nos communautés. Nous devons reconnaître que nous pouvons changer ces conditions et que nous pouvons faire d'une pierre deux coups en matière de défense, d'intérêts communautaires, de sécurité humaine, d'économie et de développement économique.

L'hon. R.J. Simpson: Je dirais que nous déployons beaucoup d'efforts pour que les habitants du Nord puissent bénéficier des mêmes possibilités que les autres Canadiens. Je pense que des infrastructures telles que les routes sont tenues pour acquises ailleurs. On peut voir les possibilités économiques qu'ont permis de créer le réseau routier et le réseau ferroviaire d'est en ouest. C'est pourquoi nous réclamons des possibilités économiques et un niveau de vie équivalents à ceux du reste du Canada.

Je comprends que nous sommes des régions rurales et éloignées, et que nous n'avons pas tous les services qui sont offerts en ville, mais comme vous l'avez mentionné, de nombreux services ne répondent pas aux normes. Nous devons faire mieux au Canada.

Merci.

Lori Idlout: Je vais m'adresser plus particulièrement au premier ministre Main. Parlons de quelques exemples de projets dans lesquels le gouvernement fédéral avait promis d'investir et qui ne sont pas encore achevés, à savoir l'infrastructure portuaire d'Arctic Bay et le port maritime de Qikiqtarjuaq.

Je me demande si vous pouvez nous dire à quel point l'achèvement de ces ports serait important pour le Nunavut et comment le Canada pourrait montrer qu'il défendra l'Arctique en investissant dans ces projets et dans les infrastructures aéroportuaires. Je sais que la fiabilité dans le Nord est assez réduite en raison du manque d'infrastructures pour les stations météorologiques et pour ce dont les pilotes ont besoin pour pouvoir atterrir dans les 25 communautés accessibles uniquement par avion. Je sais à quel point il est important de veiller à ce que ces investissements soient réalisés pour accroître la fiabilité afin de contribuer à réduire les coûts pour les communautés accessibles uniquement par avion, qui souffrent du coût de la vie dans le Nord.

• (1610)

Le président: Veuillez fournir une réponse brève, si possible.

L'hon. John Main: Merci.

Brièvement, en ce qui concerne l'aviation, je vous remercie de souligner que c'est un besoin indispensable. Seulement quelques-uns de nos aéroports disposent de pistes d'atterrissage asphaltées. La question des pistes asphaltées ou de gravier pose problème. L'entretien et le prolongement des pistes d'atterrissage seraient bénéfiques pour le transport, ainsi que pour le coût de la vie dans certains cas.

En ce qui concerne les infrastructures maritimes, c'est un secteur où nous voulons voir plus d'investissements. Nous considérons qu'elles sont à double usage ou à usages multiples, car elles servent à la fois les intérêts en matière de défense et ceux des communautés, tout en apportant des retombées économiques grâce à la pêche.

Le président: Merci.

Nous allons passer à la deuxième série de questions, en commençant par M. Aboultaif.

Vous avez cinq minutes.

Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Merci, monsieur le président.

Messieurs les premiers ministres, je vous remercie de comparaître devant le Comité aujourd'hui.

Monsieur le premier ministre Simpson, en septembre 2025, vous avez fait valoir que « le Nord façonne déjà l'avenir du Canada » de quatre façons: « la souveraineté et la sécurité » grâce à la « présence permanente » de collectivités viables et d'infrastructures militaires, « les minéraux critiques », « l'autodétermination économique des Autochtones » et « la résilience climatique ».

Ma question s'adresse au premier ministre Main. Êtes-vous d'accord avec cela? Êtes-vous du même avis que le premier ministre Simpson?

L'hon. John Main: Plus ou moins, dans les grandes lignes, oui. Nous souhaitons voir une approche équilibrée. En termes d'infrastructures ou d'efforts de financement, je pense qu'on ne peut pas se concentrer uniquement sur un seul aspect, le traiter de façon superficielle et passer à autre chose. Il s'agit d'un problème à multiples facettes qui s'est développé sur une longue période.

Je crois qu'il y a une longue tradition de sous-investissement. Pour résoudre le problème, il faut un effort soutenu au fil du temps et des investissements bien répartis dans différents domaines des collectivités.

Ziad Aboultaif: Merci.

Monsieur le premier ministre Simpson, croyez-vous que le gouvernement fédéral est sur la même longueur d'onde que vous et qu'il partage votre vision?

L'hon. R.J. Simpson: Oui. J'ai eu d'excellentes rencontres avec le premier ministre et d'autres ministres — la ministre Chartrand et le ministre McGuinty — et j'ai l'impression que nous sommes tous sur la même longueur d'onde.

J'ai une vision assez claire pour le territoire et de ce à quoi il pourrait ressembler à l'avenir. Je reconnais les possibilités qui s'offrent à nous. Pour réaliser cette vision, il faudra des investissements majeurs, et j'ai l'impression qu'ils sont prévus.

Ziad Aboultaif: À court terme, pensez-vous que la vision du gouvernement fédéral s'harmonise à la vôtre et qu'il y a quelque chose qui peut être fait rapidement pour veiller à ce que les territoires ne soient pas négligés? En ce moment, ils sont au cœur de la question de souveraineté.

L'hon. R.J. Simpson: Oui. À l'heure actuelle, beaucoup d'argent est affecté à la défense. Je sais qu'un avis préalable à l'approvisionnement a été publié aujourd'hui et qu'il prévoyait des sommes importantes pour les Territoires du Nord-Ouest. Le gouvernement fédéral a l'occasion de mettre en œuvre sa vision et, si tout se passe bien, la population du territoire aura l'occasion d'en tirer des avantages économiques. De plus, il y a d'autres grands projets qui, je l'espère, vont bientôt voir le jour.

Ziad Aboultaif: Pouvez-vous nommer un des projets qui, selon vous, sera mis en œuvre en premier dans les territoires?

L'hon. R.J. Simpson: Certains tronçons de la route de la vallée du Mackenzie sont déjà autorisés. On termine la première étape de l'évaluation environnementale. On peut commencer immédiatement.

Ziad Aboultaif: Ma prochaine question s'adresse à vous deux.

Selon vous, dans combien de temps pourrions-nous avoir une présence militaire dans l'Arctique?

Monsieur Main, je crois que vous avez dit que 44 % des gens ne se sentent pas en sécurité.

Vous sentez-vous tous les deux en danger? Pensez-vous que l'armée pourrait intervenir aussi vite que vous et les gens l'espèrent?

L'hon. John Main: À titre de précision, les 44 % faisaient référence à l'insécurité alimentaire. C'est ce que j'ai mentionné dans ma déclaration.

Pour ce qui est de la présence militaire, je crois qu'elle augmentera à Iqaluit. Vous demandez quand. Je crois qu'un centre de soutien opérationnel dans le Nord qui doit être mis sur pied à Iqaluit se trouve en tête de liste.

Nous sommes favorables à des investissements supplémentaires dans d'autres collectivités. Tout comme dans le Sud du Canada, il y a des centres régionaux ou des collectivités plus grandes avec plus d'infrastructures, plus de ressources et généralement plus de richesse, puis il y a les collectivités périphériques, qui sont plus désavantagées sur le plan économique en matière d'infrastructure. Nous accueillons favorablement une répartition géographiquement équilibrée des investissements dans l'ensemble du territoire.

• (1615)

Ziad Aboultaif: Monsieur le premier ministre Simpson, je vous pose la même question.

L'hon. R.J. Simpson: Non, je ne me sens pas en danger. Cela s'explique en partie par le fait que personne n'envahira l'Arctique en passant par le pôle. Selon un vieil adage, si les Russes tentaient une invasion, la première chose à faire serait d'envoyer une équipe de secours. Ce n'est pas un environnement propice à ce type d'opération.

Pour ce qui est du temps de réponse, il y a le quartier général de la Force opérationnelle interarmées du Nord à Yellowknife. Il y a un emplacement d'opérations avancé à Inuvik. Il y a déjà des travaux en cours là-bas, et je sais qu'il y en aura d'autres. De plus, il y a l'opération Nanook, qui est un exercice militaire qui se déroule dans l'Arctique, et qui est en train d'être élargi, d'après ce que je comprends.

Ziad Aboultaif: J'ai une dernière question. Y a-t-il des points précis sur lesquels il y a un désaccord avec le gouvernement fédéral?

Cette question s'adresse à vous deux, en 10 secondes chacun, si vous le pouvez.

Le président: Veuillez répondre brièvement.

L'hon. John Main: Les relations avec le gouvernement fédéral en ce moment sont assez bonnes. Je suis très encouragé par l'orientation générale des mesures qui suivent les engagements. Je pense que c'est ce que l'on surveillera de très près. S'il y a des désaccords dans certains domaines, nous veillerons à les signaler, mais pour l'instant, il n'y en a pas qui me viennent à l'esprit.

L'hon. R.J. Simpson: Je suis du même avis.

Ziad Aboultaif: Merci.

Le président: Nous passons maintenant à Mme Mona Fortier.

Vous avez cinq minutes.

L'hon. Mona Fortier: Merci beaucoup d'être ici et de nous faire part en personne de vos besoins, mais aussi de vos réalités dans le Nord. Je rêve d'y aller un jour. Je n'ai pas eu le privilège de visiter le Nunavut, mais je suis allé à Yellowknife. J'y ai passé un peu de temps, et c'est très différent. Les Canadiens doivent comprendre qu'il existe deux réalités, celle du Nord et celle du Sud, et que l'on ne peut pas simplement faire du copier-coller du Sud vers le Nord. Je vous remercie de nous en apprendre plus aujourd'hui.

Nous avons tous été très surpris d'entendre, bien sûr, le président Trump essayer de s'approprier une partie du Groenland. Qu'en pensent les gens des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut? Quelle est leur impression de ce qui se passe dans le Sud et chez notre voisin du Sud? Comment se positionne-t-on pour assurer la souveraineté et la sécurité de notre pays? Quelle est l'ambiance sur le terrain dans vos territoires?

L'hon. John Main: En ce qui concerne le Groenland, je vais nuancer ma réponse et dire que je ne suis pas un expert ou une autorité en matière de politique étrangère. Évidemment, il s'agit d'une responsabilité fédérale que nous respectons, et nous travaillons en étroite collaboration avec nos partenaires fédéraux à cet égard.

D'après ce que je peux comprendre, l'opinion publique est faite d'un mélange d'inquiétude, de colère et de solidarité avec le Groenland. Il existe évidemment des liens culturels forts entre les Inuits du Nunavut et ceux du Groenland. Je ne suis pas Inuk — je ne suis pas autochtone —, mais il y a des liens culturels, ancestraux et linguistiques. Ce sont nos voisins et, d'une manière générale, il est très troublant pour nous d'entendre ce genre de discours.

L'hon. R.J. Simpson: Le Nunavut est évidemment beaucoup plus proche du Groenland, et l'on s'est donc senti un peu plus concerné. Chaque fois que l'on parle de conflit armé à nos frontières, c'est préoccupant. Je connais quelqu'un qui est plutôt pacifiste et qui a pris rendez-vous pour obtenir son permis de port d'armes à feu. Certaines personnes prennent donc cette situation très au sérieux, et l'on assiste à une escalade.

J'aimerais revenir sur quelque chose que vous avez dit plus tôt, à savoir qu'on ne peut pas transposer ce qui fonctionne dans le Sud vers le Nord. C'est le message que j'essaie toujours de transmettre au gouvernement fédéral: pensez au Nord et comprenez qu'en réalité, il faut que les choses soient adaptées au Nord pour qu'elles fonctionnent.

Merci.

L'hon. Mona Fortier: L'Arctique connaît actuellement de nombreux changements, et l'on constate aujourd'hui la nécessité de mettre en place des infrastructures et d'apporter davantage de soutien en matière de sécurité alimentaire, ainsi que de collaborer avec les peuples autochtones afin de protéger les terres contre les effets du changement climatique. Pouvez-vous nous parler un peu de la manière dont on doit dès maintenant protéger l'environnement dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut ?

• (1620)

L'hon. John Main: Pour ce qui est de la protection de l'environnement, nous pourrions tenir toute une réunion à ce sujet. Une chose que l'on aimerait faire au Nunavut, c'est réduire l'empreinte carbone de notre production d'électricité. À l'heure actuelle, il y a 25 microréseaux autonomes et l'on brûle du diésel 24 heures sur 24, sept jours sur sept dans toutes nos communautés. On se tourne de plus en plus vers les énergies renouvelables. La première ferme solaire communautaire sera mise en service à Naujaat dans les prochains mois, ce qui est très encourageant. C'est un exemple parmi d'autres. On se rend compte que le diésel n'est pas l'option à plus faible empreinte carbone.

Un autre élément que je mentionnerai très brièvement en ce qui concerne la lutte contre les changements climatiques, c'est que l'on doit s'assurer que les infrastructures sont résilientes et bien construites, selon les exigences, afin qu'elles puissent faire face à des phénomènes comme le déplacement du pergélisol et être protégées contre les inondations soudaines. C'est un autre enjeu majeur dont on s'occupe.

L'hon. R.J. Simpson: Je dirais que lorsque la maison est en feu, on ne se soucie pas tellement de la manière dont on pourrait l'ignifuger ni du type de revêtement extérieur à utiliser. On se préoccupe avant tout d'éteindre le feu.

Nous sommes dans cette situation. En 2022 et 2023, nous avons connu deux années consécutives marquées par les plus grandes catastrophes naturelles de l'histoire du territoire. Je vis sur les rives du Grand lac des Esclaves, l'un des plus grands lacs du monde. Il a atteint son niveau d'eau le plus élevé jamais enregistré en 2022 et son niveau d'eau le plus bas jamais enregistré en 2023. En 2022, ma communauté a été touchée par une inondation massive, et en 2023, 70 % du territoire a été évacué en raison de feux de forêt.

Le territoire a des normes environnementales très strictes, mais on est arrivé à un point où il faut gérer l'environnement. On doit prendre des mesures de prévention des incendies et tout ça. C'est vraiment une question de résilience et de s'assurer que l'on a les infrastructures qu'il faut.

Le président: Merci beaucoup.

On passe maintenant à M. Brunelle-Duceppe.

Vous avez deux minutes et demie.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Monsieur le président, je pense qu'il est tout à fait légitime de laisser mon tour de parole à Mme Idlout.

[Traduction]

Lori Idlout: *Qujannamiik.*

Merci beaucoup, monsieur Brunelle-Duceppe, de partager votre temps de parole avec moi. Je vous en suis très reconnaissante.

J'aimerais vous poser une question au sujet d'un projet précis qui a été appuyé par l'Association des municipalités du Nunavut. L'Association a rédigé une résolution demandant au gouvernement fédéral de financer une base de recherche et de sauvetage à Sanirajak.

Monsieur le premier ministre Main, pourriez-vous nous en dire plus à ce sujet, sur la façon dont cela contribuerait à assurer la sécurité de l'Arctique et pourrait peut-être être bénéfique pour l'amélioration des relations étrangères, démontrant que le Canada fait ce qu'il peut pour assurer la sécurité de l'Arctique?

L'hon. John Main: L'Association des municipalités du Nunavut est un intervenant important pour notre gouvernement. Nous travaillons avec elle sur un certain nombre de questions différentes, y compris les collectivités, la sécurité publique, les infrastructures et les loisirs. C'est un groupe important, et nous prenons ses résolutions au sérieux.

Je ne vais pas parler précisément de Sanirajak. Je pense que je vais parler de façon plus générale du territoire dans son ensemble.

Nous reconnaissons que les capacités de recherche et de sauvetage sont importantes et que la sécurité des pêcheurs est importante. Si l'on regarde la carte du Nunavut, on a l'impression qu'il n'y a pas de liens entre les collectivités. Toutefois, il y en a quand même. Les gens font l'aller-retour d'une collectivité à l'autre en bateau et en motoneige. C'est le savoir traditionnel inuit en action. Les sentiers et les itinéraires existent bel et bien. En tant que gouvernement, nous avons intérêt à assurer la sécurité de nos résidents, où ils se trouvent. Les services de recherche et de sauvetage font partie des ressources essentielles pour chaque collectivité afin de pouvoir protéger les vies humaines et assurer la sécurité en cas d'urgence.

Lori Idlout: Ma question s'adresse à vous deux.

Pensez-vous que le fonds d'infrastructure de 1 milliard de dollars pour l'Arctique sera suffisant pour assurer la sécurité de l'Arctique?

• (1625)

L'hon. John Main: On se réjouit de voir des fonds alloués aux infrastructures de l'Arctique, mais je pense qu'il faudra voir où va cet argent et comment il est distribué. S'il est très éparpillé, je doute qu'il soit suffisant pour répondre aux besoins. S'il est bien ciblé, cela sera une première étape encourageante.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Kronis.

Vous avez cinq minutes.

Tamara Kronis (Nanaimo—Ladysmith, PCC): Merci beaucoup d'être ici. C'est une séance extrêmement intéressante et très importante. Je vous remercie de votre franchise et de nous avoir fait part de vos expériences.

L'un de mes neveux est un amateur de cubes Rubik. Parfois, lorsque l'on ne peut pas résoudre un casse-tête, une des choses à faire est d'inverser le cube. Ce qui est incroyable dans le fait d'examiner le pays du point de vue du Nord et de l'Arctique, c'est que cela aide à s'éloigner de l'idée que l'on a qu'un seul voisin. Dans l'Arctique, il y a sept ou huit voisins, ainsi que la Chine, qui manifeste un vif intérêt pour ce qui se passe là-bas ces jours-ci.

Je crois que les sujets que vous soulevez au sujet de la qualité de vie sont très importants, mais j'ai pensé que nous pourrions nous en écarter un peu pendant une série de questions.

Pourriez-vous nous faire part de certaines des choses que vous observez lorsque vous regardez de l'autre côté de l'océan et dans d'autres pays, grâce à vos relations culturelles avec d'autres peuples autochtones qui vivent dans les régions nordiques de ces pays? Partagez avec nous les initiatives vraiment précieuses que ces pays mettent en œuvre dans leur Nord et que nous devrions peut-être envisager de reproduire chez nous.

Je serais heureuse que l'un ou l'autre d'entre vous commence à parler des projets intéressants et des choses qui se font. Comment leurs régions nordiques évoluent-elles, et comment devrions-nous nous en inspirer?

L'hon. John Main: C'est une excellente question. Si l'on regarde la région du Nord et de l'Arctique circumpolaires, et si l'on regarde le Nunavut, par exemple, on verra un manque flagrant d'infrastructures et d'investissements.

J'ai passé un peu de temps en Norvège lorsque j'étais encore étudiant. Prenez l'autoroute qui mène à Tromsø. Elle a coûté extrêmement cher au gouvernement. Sur le plan technique, c'était un défi de taille. Il a été relevé et l'autoroute a été construite, et il y a maintenant une ville florissante dans l'Extrême-Arctique.

Je crois que votre comité devrait se pencher sur les autres pays qui ont investi au cours des dernières décennies. Les résultats n'arrivent pas du jour au lendemain. L'infrastructure fondamentale pour le Nord a d'abord été mise en place, et ils en récoltent maintenant les fruits. C'est ce que nous, du Nunavut, préconisons. Nous avons plaidé en faveur de ce type d'investissements fondamentaux pour développer le Nord du pays. Ils n'ont pas encore été réalisés. Nous espérons qu'ils le seront bientôt.

Tamara Kronis: Avez-vous un exemple?

L'hon. R.J. Simpson: Je n'ai pas beaucoup voyagé dans le monde circumpolaire, mais j'ai regardé des cartes et je vois l'infrastructure sur les cartes, et il y a un écart notable dans l'Arctique canadien. Lorsque j'étais aux États-Unis, à Washington, avec les autres premiers ministres, j'ai parlé avec beaucoup de nos alliés là-bas — nous avons beaucoup d'alliés et de représentants — et même eux se sont dits préoccupés par le fait que, sur le plan de la sécurité, l'Arctique canadien est le maillon faible de l'Amérique du Nord. Je pense donc que nous avons besoin de plus d'infrastructures de sécurité. Dans certains pays de l'Arctique, la densité de la population fait en sorte qu'ils peuvent en faire plus, notamment dans le secteur de l'éducation. Une fois que ces infrastructures seront en place, nous pourrions commencer à examiner les possibilités.

Je dirais que nous faisons bien certaines choses dans le Nord. La réconciliation et le travail avec les peuples autochtones sont l'un de nos points forts que nous pouvons communiquer au reste du monde.

Tamara Kronis: C'était ma question complémentaire, car le développement et les investissements dans le Nord feront inévitablement croître la population. Je me demande si vous êtes préoccupé par la dilution de la culture particulière du Nord canadien.

Quelles mesures pouvons-nous, ou pouvez-vous, prendre pour aider à préserver cette culture unique et le mode de vie de ses habitants à mesure que la région se développe?

• (1630)

L'hon. R.J. Simpson: Je commencerais par dire que je ne m'inquiète pas trop de la croissance démographique. Vivre dans le Nord ne sied pas à tout le monde, même si les possibilités ne manquent pas. Il y a déjà plus d'emplois que d'habitants, et nous peinons à convaincre les gens de venir s'installer dans le Nord en raison du froid. Cependant, il y a beaucoup de mesures que nous pouvons et devons prendre pour préserver la culture, l'éducation, la langue, etc.

Compte tenu de l'heure, je vais céder la parole à M. Main.

L'hon. John Main: En tant que personne non autochtone, je ne suis pas vraiment à l'aise de répondre à cette question. Je dirais tou-

tefois, au sujet de la dilution démographique, que le Nunavut compte 85 % d'Inuits.

Pour ce qui est de la croissance de la population, les défis sont déjà là pour nous. Certaines de nos collectivités connaissent, au prorata de la population, la croissance la plus rapide au pays, et c'est une croissance naturelle. Le taux de natalité est très élevé dans nos collectivités — pas dans toutes —, alors nous faisons face aux défis qui en découlent: logement, eau potable, énergie, possibilités économiques. La croissance démographique est déjà en cours. Si des investissements fondamentaux sont faits dans les infrastructures qui attirent d'autres investissements et stimulent la croissance démographique dans le Nord, nous nous assurerons de suivre le rythme. Nous serions heureux de voir des investissements fondamentaux dans les infrastructures.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Tim Watchorn.

Bienvenue au Comité. Vous avez cinq minutes.

[Français]

Tim Watchorn (Les Pays-d'en-Haut, Lib.): Merci, monsieur le président.

Il fallait bien que j'aie au Comité permanent des affaires étrangères et du développement international pour parler d'infrastructures. Je suis un ingénieur civil, alors les infrastructures me passionnent. Je pense qu'il est très important d'en parler.

J'aimerais parler d'un projet en particulier, monsieur Main, à savoir le projet Iqaluit Nukkiqsautiit, un projet hydroélectrique qui va permettre de consommer beaucoup moins d'hydrocarbures de manière à ce que votre souveraineté énergétique repose davantage sur l'électricité.

Comment le projet progresse-t-il? Progresse-t-il à votre goût? Comment l'investissement de 20 millions de dollars du gouvernement fédéral pour entamer les analyses de ce projet vous aide-t-il?

[Traduction]

L'hon. John Main: Je dirai simplement que le gouvernement du Nunavut n'est pas le promoteur de ce projet. Il est dirigé par une entreprise inuite, et notre service public d'énergie joue un rôle de soutien. Il y participe et travaille en étroite collaboration avec le promoteur.

Nous devons nous affranchir des combustibles fossiles pour produire notre énergie. Nous avons cerné quatre grands projets au Nunavut. Deux d'entre eux sont des projets portuaires ou routiers, et deux sont liés à l'énergie, soit le projet hydroélectrique d'Iqaluit et la liaison hydroélectrique et de fibre optique de Kivalliq, qui nous relierait au réseau hydroélectrique du Manitoba. Les quatre projets sont dirigés par des entreprises inuites. Du point de vue de la réconciliation économique, il est marquant pour nous, comme territoire, de voir que ces grands projets sont dirigés par des intérêts inuits.

[Français]

Tim Watchorn: Je pense que c'est un modèle qui devrait être reproduit ailleurs. On commence déjà à le voir dans l'Ouest. Je pense que c'est très productif pour les communautés locales.

Vous avez parlé d'infrastructures. Je fais partie du Comité permanent de la défense nationale. Nous avons décidé d'investir massivement en défense, à hauteur de 8 milliards de dollars dans les cinq prochaines années et de 73 milliards de dollars dans les 20 prochaines années, pour moderniser nos infrastructures de défense.

Monsieur Simpson, tout à l'heure, vous avez parlé de projets à double usage. Quels seraient les projets à double usage prioritaires au regard des investissements dans le Nord?

[Traduction]

L'hon. R.J. Simpson: En ce qui concerne les infrastructures à double usage — et j'ai eu cette conversation avec le ministre McGuinty également —, je ne m'attends pas à ce que le gouvernement fédéral sache ce dont les collectivités ont besoin, alors il doit nous parler. Je ne sais pas ce dont l'armée a besoin de son côté, le côté sécurité, alors il faut vraiment qu'il y ait une collaboration.

Toutefois, si des installations militaires viennent s'ajouter dans nos collectivités, nous aurons probablement besoin de meilleures routes municipales, d'une mise à niveau de l'usine de traitement des eaux, peut-être aussi d'un plus grand nombre d'installations communautaires pour les loisirs, etc. C'est ce que je considère aussi être des infrastructures à double usage, au même titre notamment que les aéroports et les pistes d'atterrissage, soit les installations plus typiques que le ministère de la Défense nationale aimerait voir. Nous voulons leur faire prendre conscience que cela va bien au-delà des aéroports.

• (1635)

Tim Watchorn: Monsieur Main, qu'en pensez-vous?

L'hon. John Main: En ce qui concerne le transport et les infrastructures comme les ports, les routes, la production d'électricité et les réservoirs d'eau, c'est le genre de choses que nous considérons à double usage. Nous avons eu des discussions intéressantes sur l'aspect du double usage qui doit passer en premier. Lequel est le chien qui tire le traîneau? Est-ce l'aspect militaire qui prédomine et l'aspect civil qui vient s'y greffer comme un petit élément en marge, ou est-ce l'inverse?

C'est sur ces questions que, comme mon collègue, nous avons eu des discussions avec le ministère de la Défense nationale pour essayer de mieux comprendre. Nous avons également eu des discussions avec nos organismes partenaires inuits au Nunavut pour en arriver à une entente et présenter une position commune sur cette question.

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons maintenant passer à M. Michael Chong pour entamer la troisième série de questions.

L'hon. Michael Chong: Merci, monsieur le président.

Je vous remercie encore une fois de votre présence. Il y a beaucoup de sujets intéressants qui sont abordés ici.

J'aimerais revenir sur la question des infrastructures, car elle a été soulevée à maintes reprises. J'aimerais parler plus précisément des infrastructures de traitement des eaux et des eaux usées.

Dans les Territoires du Nord-Ouest, il y a Yellowknife, Hay River et Inuvik. Au Nunavut, il y a Iqaluit, Kimmirut, Pangnirtung et des dizaines d'autres petites collectivités. J'ai déjà traversé l'île de Baffin à pied. Je me suis rendu à Pang, comme on dit, en avion, puis j'ai remonté la rivière Weasel. J'ai été surpris de voir à Pangnirtung que le traitement des eaux et des eaux usées était assuré par un

camion qui allait des maisons à l'usine, mais je crois comprendre que d'autres collectivités procèdent différemment.

Je crois également comprendre que, dans de nombreuses régions du Nord, les collectivités ne sont pas tenues de respecter les normes nationales en matière de traitement des eaux et des eaux usées, et il y a eu des problèmes liés à l'approvisionnement en eau potable en raison des rejets d'effluents des eaux usées, notamment. En 2021, je crois, à Iqaluit, il y a eu une crise lorsque le système de traitement des eaux a été contaminé par du carburant.

Que faut-il faire dans vos collectivités, qu'il s'agisse de Hay River, de Yellowknife, d'Inuvik, de Kimmirut, d'Iqaluit, de Pangnirtung ou des dizaines d'autres collectivités accessibles uniquement par avion, pour veiller à ce que les gens aient accès à de l'eau potable et à ce que les effluents des eaux usées soient gérés conformément aux normes nationales?

L'hon. John Main: C'est un grave problème. Ce qui nous préoccupe avant tout, c'est l'eau potable. Les eaux usées nous préoccupent aussi, évidemment, ou sont un besoin, mais la priorité absolue entre les deux est évidemment l'eau potable.

Ce dont nous avons besoin de nos partenaires fédéraux, c'est d'un financement durable pour les infrastructures qui nous est versé d'une manière qui correspond à notre réalité. Lors de la construction d'une nouvelle usine de traitement des eaux dans l'une des collectivités que je représente, Whale Cove, les habitants ont vécu ce qui, je crois, a été neuf années d'avis d'ébullition de l'eau, non pas constants, mais à répétition.

Nous avons depuis peu une nouvelle usine de traitement des eaux, et elle est à la fine pointe de la technologie. Elle a été financée en partie par le gouvernement fédéral. Le financement nous a été fourni d'une façon souple. Il n'était pas assorti d'une tonne de conditions, car il est compliqué de construire des infrastructures au Nunavut où l'acheminement du matériel n'est possible que pendant quelques mois l'été. Le gouvernement territorial peut s'occuper de l'eau potable; nous devons simplement avoir accès aux fonds dont nous avons besoin, et à l'heure actuelle au Nunavut, nous avons besoin d'environ 600 millions de dollars.

• (1640)

L'hon. R.J. Simpson: Je peux dire qu'à Hay River, où je vis, nous avons besoin d'une usine de traitement des eaux. Le territoire se trouve dans une situation où beaucoup d'infrastructures ont été construites dans les années 1960 et 1970 et doivent maintenant être remplacées. Les prix ont augmenté depuis, et par le passé, c'était souvent le gouvernement fédéral qui payait la facture. Inuvik n'a pas les mêmes moyens financiers que lui. En raison de la géographie, il n'y a pas de services souterrains. La ville a un réseau de distribution aérien sous coffrage, essentiellement un système de canalisations en surface qui est fermé. Je sais qu'elle doit le remplacer pièce par pièce, et cela représente des dizaines de millions de dollars. C'est un lourd fardeau pour la communauté.

Dans des endroits comme Yellowknife, les infrastructures souterraines coûtent aussi souvent très cher parce que c'est de la roche, et le coût de la percée est prohibitif. Je suppose que l'argent est ce dont nous avons besoin pour mettre à niveau toutes ces infrastructures qui utilisent d'anciennes technologies.

Merci.

L'hon. Michael Chong: Je tiens simplement à souligner que le gouvernement fédéral verse beaucoup d'argent aux municipalités du Sud du Canada pour les systèmes de traitement des eaux et des eaux usées. Je sais que dans ma circonscription et dans les circonscriptions de la région dans le Sud de l'Ontario, les usines de traitement des eaux et des eaux usées ont été financées à hauteur de centaines de millions de dollars et plus par le gouvernement fédéral au cours de la dernière décennie.

Le gouvernement fédéral finance les systèmes de traitement des eaux et des eaux usées. Je souligne qu'il a, à mon avis, une responsabilité toute particulière et unique à l'égard des trois territoires, car ils ne sont pas des ordres de gouvernement souverains indépendants comme les 10 provinces. Le gouvernement fédéral assume plus de responsabilités à leur égard qu'à l'égard des provinces, et pourtant nous finançons considérablement les municipalités et les systèmes municipaux dans des domaines de compétence provinciale.

Monsieur le président, je tenais simplement à le souligner. Merci.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Anita Vandenberg.

Vous avez cinq minutes.

Anita Vandenberg (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Merci.

Merci beaucoup d'être ici. Vous avez parlé de divers sujets, en particulier la capacité de vous déplacer entre... C'est très impressionnant, et je vous remercie de l'avoir mentionné.

Des témoins nous ont parlé de la possibilité de développer dans le Nord liée à l'intelligence artificielle et aux centres de données. Je pense que le terme « refroidissement gratuit » a été mentionné, parce que, bien sûr, il fait froid, et les centres de données produisent beaucoup de chaleur, ce qui nécessite beaucoup d'énergie. La première chose qui est ressortie ensuite, bien sûr, c'est que la fibre est nécessaire pour le faire.

Je me demande ce que vous en pensez. Est-ce que cela créerait des possibilités économiques? Est-ce que ce serait souhaitable? Je serais très curieuse d'entendre votre point de vue à ce sujet, sur les centres de données et, bien sûr, la liaison par fibre dans le Nord.

L'hon. R.J. Simpson: Nous avons une ligne de fibre optique qui s'étend sur toute la longueur de la vallée du Mackenzie, et nous venons de terminer un lien avec le Yukon, alors il devrait maintenant y avoir une certaine redondance. La ligne a été élargie intentionnellement afin de pouvoir transporter des quantités importantes de données, parce qu'à Inuvik, il y a une station satellite où beaucoup de données sont téléchargées, puis expédiées vers le sud. Si cela crée des emplois, ce serait formidable, mais je sais que dans certains centres de données, il peut n'y avoir que quatre personnes qui y travaillent.

Par ailleurs, nous n'avons probablement pas la capacité de production d'électricité nécessaire à l'heure actuelle, mais je sais qu'il y a de l'intérêt, disons, dans le Grand Nord, dans la région de Beaufort-Delta, parce qu'il fait froid la majeure partie de l'année. On y trouve d'importantes quantités de gaz naturel, et un puits de gaz naturel sera bientôt mis en service. Il y a donc des possibilités dans le Nord. Il n'y a pas eu de discussions importantes, mais il y en a eues.

Merci.

L'hon. John Main: Cela me donne l'occasion de rappeler que le Nunavut n'est pas relié au reste du Canada. Il n'y a pas de routes,

pas de lignes électriques, pas de lignes de fibre optique. Nous aimerions que ce soit le cas.

Le gouvernement du Nunavut a de nombreux projets dans le domaine de la fibre optique. Ses projets de câble sous-marin n'ont pas encore été réalisés, mais nous avons obtenu du financement fédéral pour le faire. Nous sommes conscients que la connectivité est l'un des éléments clés d'une meilleure qualité de vie, qu'il s'agisse de soins de santé ou de développement économique. Nous y travaillons.

• (1645)

Anita Vandenberg: Merci.

D'accord. C'est très important, mais peut-être pas la grande priorité, et si c'est lié à des emplois. Je comprends cela.

Lorsque les gens dans une région reçoivent des soins de santé et ont un numéro d'assurance sociale canadien, il est très clair qu'il s'agit d'un territoire canadien. Quelqu'un a dit quelque chose qui m'a vraiment frappée et un peu embarrassée, et j'ai pris du recul. L'un des témoins a dit que nous devons faire attention de ne pas traiter les gens comme des porte-drapeaux humains.

Je me demande simplement, parce que, de toute évidence, les gens sont d'une importance capitale, quel est votre point de vue à ce sujet.

Monsieur Main, je vous ai entendu parler assez longuement de la nécessité d'assurer la sécurité humaine, ce qui, franchement, est extrêmement important à mon avis.

Puis-je vous poser la question à tous les deux?

L'hon. John Main: Oui. En tant que personne non autochtone, je pense que c'est l'occasion pour moi de dire qu'il incombe à chaque Canadien de se renseigner sur la terrible histoire de la colonisation et sur la façon dont les peuples autochtones ont été traités par le gouvernement canadien dans le passé, et notamment l'histoire des réinstallations dans l'Extrême-Arctique. Ils ont été déplacés du Nord du Québec vers l'Extrême-Arctique, à Resolute Bay et à Grise Fiord. Beaucoup de leurs descendants y vivent encore. Le terme « porte-drapeaux humains » est celui qu'ils utilisent encore aujourd'hui lorsqu'ils sont relocalisés d'une région à une autre.

Je pense que le gouvernement territorial veut, dans l'ensemble, voir des investissements et que le gouvernement fédéral a un devoir à remplir, en particulier envers les Inuits. Les problèmes liés au Programme des services de santé non assurés, qui souffre d'un sous-financement chronique, en témoignent. La Couronne fédérale a un devoir à cet égard, dont elle ne s'acquitte pas, car, à notre avis, les fonds destinés aux services de santé essentiels pour les Inuits ne sont pas suffisants.

Le président: Merci.

Monsieur Brunelle-Duceppe, vous avez deux minutes et demie.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

Des fois, il y a une dissonance entre ce qui se dit à Ottawa à propos d'un territoire et ce qui se vit réellement sur ce territoire. Présentement, quand on parle de l'Arctique à Ottawa, on entend parler de souveraineté territoriale, de défense, de la Chine, de la Russie, de Donald Trump et de ses velléités sur le Groenland. C'est ce qui se dit à Ottawa présentement. Je ne dis pas que c'est mal, mais, vu que vous représentez la population de ces territoires, vous êtes certainement les mieux placés pour nous dire ce qui se dit et se vit réellement dans vos territoires respectifs.

Lorsque vous croisez les gens à l'épicerie, vous parlent-ils de la même chose que ce qui se dit à Ottawa? C'est à peu près la question que je voulais vous poser, parce que je n'ai pas beaucoup de temps.

[Traduction]

L'hon. R.J. Simpson: Je dirai que, vous savez, nous sommes quand même Canadiens dans les Territoires du Nord-Ouest. Nous parlons en grande partie des mêmes choses. Nous parlons du Groenland. Nous parlons des États-Unis. Mais lorsque nous sommes à l'épicerie, nous parlons des prix.

Je vis dans la collectivité la plus au sud du territoire, et les prix à l'épicerie sont probablement 30 % plus élevés que juste de l'autre côté de la frontière, en Alberta. À Yellowknife, les prix sont un peu plus bas, mais lorsque je me rends dans la plupart des collectivités, je me demande comment les gens arrivent à subvenir à leurs besoins. Il y a beaucoup d'activités de récolte sur le territoire. Les gens vont à la chasse et complètent leur alimentation. Dans bien des cas, je dirais qu'il serait presque impossible de survivre en s'approvisionnant uniquement à l'épicerie.

Les gens parlent donc des grands enjeux, mais surtout de ce qui touche à la vie quotidienne, à la capacité de payer le loyer et l'épicerie.

L'hon. John Main: J'abonde dans le même sens. À l'épicerie, les gens parlent du coût des aliments. Ils parlent du logement, de la nécessité de trouver un emploi, de l'éducation et des soins de santé. Ils parlent des nécessités de la vie.

Nous faisons face à des défis. Nos collectivités font face à des défis. Je ne vais pas dorer la pilule. Si vous venez au Nunavut et que vous vous rendez dans l'une ou l'autre de nos collectivités, vous verrez de vos propres yeux les défis auxquels nos habitants font face chaque jour. C'est la raison pour laquelle nous venons ici, à Ottawa. Nous venons ici pour le rappeler à nos partenaires, pour les sensibiliser et pour les inviter à venir au Nunavut. Nous serions heureux d'accueillir un jour les membres du Comité.

• (1650)

Le président: Je vous remercie.

Madame Idlout, vous avez 30 secondes.

Lori Idlout: *Qujannamiik*.

Lors de mon premier mandat au Parlement, j'ai eu la chance de parvenir à convaincre le Comité permanent des affaires autochtones et du Nord de se rendre au Nunavut et dans les Territoires du Nord-Ouest.

Ces visites ont eu un impact considérable. J'invite donc le comité des affaires étrangères à se rendre dans une collectivité du Nunavut, peut-être plus précisément à Grise Fiord ou à Resolute. Certaines de vos questions m'ont été directement posées par des électeurs de ma circonscription, par exemple Larry Audlaluk, qui vit à Grise Fiord et qui souhaite que le gouvernement lui donne l'assurance

qu'il sera protégé et qu'il aura un rôle à jouer dans la protection de l'Arctique.

Ma prochaine question s'adresse probablement aux deux témoins. Pourriez-vous nous expliquer brièvement pourquoi il est si important que ce soient les habitants de l'Arctique qui contribuent à la sécurité de la région, et pas seulement les militaires qui la surveillent?

Le président: Veuillez fournir une brève réponse.

L'hon. John Main: Je pense que c'est important, car c'est ce que nous ont dit nos partenaires des organismes inuits. Cela fait partie intégrante de notre stratégie sur la sécurité et la souveraineté de l'Arctique. Il faut que la sécurité et la souveraineté soient prises en charge par les Nunavummiuts et les Inuits et qu'ils en tirent des avantages et des soutiens. Cela ne peut pas nous être imposé par le Sud du pays, car il faut que ce soit mis en œuvre en coopération et en collaboration avec les habitants du Nunavut. C'est ce que nous attendons du gouvernement fédéral et des investissements à venir.

Le président: Merci beaucoup.

La parole est maintenant à Mme Kronis. Elle a cinq minutes.

Tamara Kronis: Je vous remercie beaucoup.

Je suis heureuse d'avoir l'occasion de poursuivre cette discussion avec vous.

Nous avons parlé un peu de l'ouverture vers l'extérieur et des besoins en matière d'infrastructure. J'aimerais vous poser des questions sur votre population, c'est-à-dire que j'aimerais en savoir plus sur vos jeunes et les défis auxquels font face vos collectivités.

Dans les collectivités de ma circonscription, je discute avec des jeunes qui éprouvent des difficultés, et je ne peux qu'imaginer à quel point ces difficultés sont exacerbées lorsqu'on ajoute l'isolement et l'éloignement extrêmes. L'île de Vancouver semble parfois très loin, mais elle est relativement proche à bien des égards.

Bien entendu, l'un des problèmes les plus graves dans ma collectivité est la crise liée à la toxicomanie. J'aimerais savoir comment cela se présente dans vos collectivités. J'aimerais vous donner l'occasion d'en parler et de nous communiquer vos besoins. Nous avons autrefois un ministre de la Santé mentale et des Dépendances, mais ce n'est plus le cas sous le gouvernement actuel. Je voulais donc vous donner l'occasion de parler de cet enjeu. Je vous remercie.

L'hon. R.J. Simpson: De nombreux jeunes réussissent. Je ne veux pas mettre tout le monde dans le même panier. Nous avons de nombreux jeunes très brillants qui deviennent médecins, avocats, etc.

Je dirais que les traumatismes intergénérationnels représentent le plus grand défi auquel nous faisons face aux Territoires du Nord-Ouest. En effet, la moitié de notre population est autochtone et nous avons la plus forte proportion de survivants des pensionnats autochtones au Canada. Plus je travaille dans ce domaine, plus je constate que ce traumatisme intergénérationnel et ses manifestations touchent tous les aspects de la vie, y compris la toxicomanie.

Au cours des cinq dernières années, nous avons vu des intervenants du crime organisé et des gangs s'installer dans le territoire pour encourager fortement la consommation de drogues. Cela a commencé dans ma collectivité, car c'est la collectivité la plus proche du Sud et on peut y avoir accès par l'autoroute. Nous avons tout fait pour tenter d'endiguer ce phénomène, mais il s'étend maintenant à presque toutes les collectivités du territoire, même celles qui ne sont pas desservies par la route. C'est devenu une véritable épidémie. Six personnes sont décédées au cours de la même semaine dans une collectivité de seulement 700 habitants. Cette situation affecte donc tout le monde.

Je vais m'arrêter ici et céder la parole à M. Main.

Je vous remercie.

L'hon. John Main: Je vous remercie.

Je tiens à souligner que la population du Nunavut est composée en grande partie de jeunes. En effet, si vous regardez la pyramide démographique du Nunavut, vous constaterez que sa base est très large. Ces jeunes vont grandir, terminer leurs études — nous l'espérons — et entrer sur le marché du travail. L'un des principaux défis auxquels nous faisons face consiste à offrir l'infrastructure et les possibilités nécessaires à ce nombre considérable de jeunes qui vivent actuellement au Nunavut, et à veiller à répondre à leurs besoins en matière de santé mentale.

Une crise liée au suicide très triste et très préoccupante sévit dans le territoire. Le suicide n'est pas un enjeu que nous pourrions éliminer ou résoudre uniquement par l'entremise des soins de santé. Il faut plutôt adopter une solution multidimensionnelle fondée sur des possibilités économiques, des possibilités en matière d'éducation et des possibilités de carrière pour ces personnes et leur famille.

Je ne veux pas trop insister sur les aspects négatifs. Il y a un grand nombre de jeunes talentueux et intelligents au Nunavut. Ils représentent l'avenir. Ils sont une source d'inspiration pour les politiciens comme moi. Les défis auxquels ils font face sont multidimensionnels. Encore une fois, je tiens à souligner le fait qu'une grande partie de notre population est composée de jeunes, ce qui exerce des pressions importantes sur le gouvernement territorial, qui doit agir en conséquence.

• (1655)

Tamara Kronis: Je tiens à présenter les choses de cette façon parce qu'il est évident que les problèmes de toxicomanie et de santé mentale ne concernent pas uniquement les jeunes. Cependant, lorsque la population contient une proportion aussi élevée de jeunes et qu'il faut compter sur ces personnes, qui en sont à cette étape de leur vie, pour l'avenir, cela peut soulever des défis. Que peuvent faire les Canadiens pour vous soutenir dans cette démarche?

L'hon. John Main: Je pense qu'il faut adopter l'approche d'Équipe Canada à l'égard de l'Arctique et du Nord. Il est important que les Canadiens du Sud du pays comprennent la situation au Nunavut, puis nous avons besoin de vous pour défendre nos intérêts. Nous n'avons qu'une seule députée à la Chambre des communes — et elle fait très bien son travail —, mais nous avons besoin des Canadiens du Sud. Nous avons besoin d'alliés. Il peut s'agir de quelqu'un de Toronto ou de Vancouver qui comprend le Nord et qui voit le potentiel, les possibilités et la nécessité d'amener les résidents du Nunavut et du Nord au même niveau que celui que l'on observe dans le Sud du Canada.

Le président: Je vous remercie beaucoup.

La parole est maintenant à M. Oliphant. Il a cinq minutes.

L'hon. Robert Oliphant: Je pense que c'est bon. Les premiers ministres provinciaux ont eu une longue journée.

Je vous remercie de votre travail, comme toujours, mais surtout aujourd'hui. J'espère obtenir votre participation à des initiatives comme le Conseil de l'Arctique.

Le président: Je me joins à M. Oliphant et à tous mes collègues pour vous remercier de votre présence au Comité et de vos témoignages. Nous vous remercions d'avoir pris le temps de répondre à nos questions aujourd'hui.

Nous allons maintenant suspendre brièvement la séance, afin de nous réunir à huis clos.

[La séance se poursuit à huis clos.]

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>